



Conseil économique et social

Distr. limitée
11 mars 2010
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-troisième session

Vienne, 8-12 mars 2010

Point 6 de l'ordre du jour

Réduction de la demande de drogues:

situation mondiale en ce qui concerne l'abus de drogues

République bolivarienne du Venezuela: projet de résolution révisé

Les “poppers”, tendance nouvelle de l'abus de drogues dans certaines régions

La Commission des stupéfiants,

Consciente de la nécessité de sensibiliser les esprits aux nouveaux comportements qui pourraient apparaître dans l'abus de drogues,

Rappelant la stratégie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la période 2008-2011¹, dans laquelle il est indiqué que les conclusions scientifiques et criminalistiques enrichissent les politiques et l'analyse des tendances en leur fournissant une base d'informations précises dans des domaines spécifiques,

Rappelant également sa résolution 48/1, qui visait à encourager la mise en commun d'informations sur les nouvelles tendances en matière d'abus et de trafic de substances non placées sous contrôle au titre des conventions internationales relatives au contrôle des drogues,

Gardant à l'esprit le Plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues², dans lequel les États se sont engagés à évaluer les causes et conséquences de l'usage impropre de toutes les substances,

Réaffirmant la volonté de faire en sorte que les mesures de réduction de la demande de drogues tiennent compte des tendances de la consommation de drogues au sein de la collectivité et soient régulièrement révisées en fonction des nouvelles

¹ Résolution 2007/12 du Conseil économique et social, annexe.

² Résolution 54/132 de l'Assemblée générale, annexe.



tendances, des retours d'information et des processus de suivi et d'évaluation, comme l'indique le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue³,

Constatant de nouveau qu'il est apparu ces dernières années, dans plusieurs régions du monde, une tendance consistant en l'abus d'un certain nombre de substances non placées sous contrôle international susceptibles de présenter un risque pour la santé publique,

Préoccupée par le fait que ces substances peuvent être distribuées par divers moyens, y compris par l'Internet,

Notant que, conformément à l'article 39 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961⁴, à l'article 23 de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes⁵ et à l'article 24 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988⁶, les parties à ces conventions ne sont pas empêchées d'adopter des mesures de contrôle plus strictes que celles qui sont prévues par ces conventions,

Préoccupée par l'abus potentiel de substances non placées sous contrôle international et les problèmes que celles-ci commencent à poser dont certains pays ont fait état,

Constatant que le terme "poppers" désigne des mélanges contenant divers nitrites d'alkyle tels que le nitrite d'amyle, qui sont consommés par inhalation et que ces mélanges ne sont pas visés à l'heure actuelle par les conventions internationales relatives au contrôle des drogues,

Consciente des conséquences néfastes avérées qu'a l'usage de "poppers" sur la santé humaine, notamment des troubles sanguins et autres états pathologiques,

Consciente aussi que certains nitrites d'alkyle sont présents dans des produits utilisés à des fins médicales et non médicales,

1. *Invite* les États Membres, s'il y a lieu, à partager avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants et d'autres parties intéressées les informations dont ils disposent sur l'abus de "poppers";

2. *Invite également* les États Membres, lorsqu'il y a lieu, à lutter contre le problème que pose l'usage de "poppers", qui touche certains États Membres, en adoptant des mesures visant notamment à mieux informer le public;

3. *Invite en outre* les États Membres à échanger des informations sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience pour faire échec à cette nouvelle tendance.

³ A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

⁵ Ibid., vol. 1019, n° 14956.

⁶ Ibid., vol. 1582, n° 27627.